



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RINGMERIT EPSILON**

7 rue de l'Amiral d'Estaing  
75016 Paris

Références : 2024-0804  
Code AIOT : 0005211531

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement RINGMERIT EPSILON implanté Parc d'Activités des Lacs 33290 Blanquefort. L'inspection a été annoncée le 29/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection, objet du présent rapport, a été réalisée afin de vérifier notamment le respect des dispositions de l'APC du 5 août 2022 (dans le cadre de l'autorisation de l'exploitation du bâtiment M13).

Par ailleurs, un dossier de cessation de l'activité de blanchisserie exercée dans le bâtiment M1 avait été envoyé à la préfecture en juin 2023. Par la suite, l'exploitant avait porté à la connaissance (PAC 2024) de l'inspection des installations classées que le bâtiment devait être exploité conformément à son usage initial, soit comme un bâtiment d'entreposage conforme à la réglementation applicable (rubrique 1510 des ICPE). Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par le

service de l'inspection.

Aussi, l'inspection a profité du contrôle de ce jour pour vérifier, entre autres, les modalités de stockage à l'intérieur du bâtiment M1.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RINGMERIT EPSILON
- Parc d'Activités des Lacs 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0005211531
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, nommé Parc d'activités des Lacs de Blanquefort, est constitué principalement de bâtiments destinés, d'une part, à un usage d'entrepôt et de bureaux, et, d'autre part, à un usage d'activité. Les installations sont soumises au régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

Le site est actuellement réglementé au travers de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2019, modifié par les arrêtés complémentaires (APC) du 22 janvier 2020, du 13 janvier 2021 et du 5 août 2022. Le dernier APC précité (2022) a été pris afin d'encadrer l'exploitation d'un nouvel entrepôt M13 composé de 3 cellules d'environ 6000 m<sup>2</sup>.

Les installations (exceptées les installations photovoltaïques) liées au Bâtiment M13 sont en service et exploitées depuis septembre 2024 par la société DARTESS, locataire de ce bâtiment.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installation photovoltaïque	AP Complémentaire du 05/08/2022, article Titre II	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
2	Stockage de matières combustibles	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Défense extérieure contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Aires de stationnement des engins	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2	Demande d'action corrective	1 mois
14	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Local de charge de batteries	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.2	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.4	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.4	Sans objet
9	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.5	Sans objet
11	Accès aux issues et quais de déchargement	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.8	Sans objet
12	Stockages	AP Complémentaire du 05/08/2022, article 4.2	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de complémentaire (APC) du 5 août 2022 sont globalement respectées au regard des constats effectués ce jour.

Toutefois, des points nécessitent des compléments de la part de l'exploitant, notamment concernant la mise à jour de l'étude foudre, les modalités de stockage, la mesure débit/pression des poteaux incendie et l'étanchéité des bassins situés dans les zones A et B.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installation photovoltaïque

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2022, article Titre II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>          [...] Le déploiement de l'installation photovoltaïque est précédé par la mise à jour des études foudre et des protections contre les effets directs et indirects à mettre en place. [...]
<b>Constats :</b>  Dans le cadre du projet de construction du bâtiment M13, il est prévu l'implantation de cellules photovoltaïques sur la toiture dudit bâtiment. Lors de l'inspection, il a été relevé que ces cellules n'avaient pas été installées à date. L'exploitant a indiqué avoir subi un léger retard pour la mise en place de l'installation photovoltaïque, toutefois selon lui elle devrait être opérationnelle fin 2025. L'exploitant a présenté le Rapport Final de Contrôle Technique (RFCT) du bâtiment, daté du 23/09/2024. Ce document comporte l'ensemble des vérifications finales effectuées, excepté pour les installations photovoltaïques susmentionnées. Ce rapport n'indique pas d'observation à ce stade, toutefois le document devra faire l'objet d'un complément suite à l'implantation des cellules photovoltaïques à venir. L'inspection rappelle, par ailleurs, que l'étude foudre de mai 2022 (Réf : 1GF1164), fournie dans le PAC 2022, prévoit que le dimensionnement des parafoindres pour les panneaux photovoltaïques doit faire l'objet d'une étude spécifique. Cette étude, également prévue au titre II susmentionné, n'a pas pu être vérifiée lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation de la mise à jour prévue par les disposition du titre II suscité (concernant les études foudre et les protections contre les effets directs et indirects à mettre en place) et ce, avant la mise en service de l'installation photovoltaïque.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 2 : Stockage de matières combustibles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>          [...] Les stockages effectués dans le bâtiment M13 sont exclusivement réalisés en racks. L'organisation des stockages et les modalités de stockage, par cellule du futur bâtiment M13, sont

précisées ci-dessous :

- nombre de racks simples : 2 sur 99,9 m de long
- nombre de racks doubles : 8 sur 99,9 m de long [...]

Les stockages en masse sont interdits dans le bâtiment M13 sauf dans les zones de préparation et sauf à revoir les études thermiques inhérentes à toutes évolutions des modalités de stockage des matières combustibles de l'entrepôt.

Le 1<sup>er</sup> niveau de stockage en racks est effectué sur des lisses situées à +10 cm du sol afin de permettre d'assurer une disponibilité de 100 % de la surface du bâtiment M13 valorisée pour le confinement interne des eaux d'extinction (cf. article 3.5 du présent arrêté).

#### **Constats :**

Lors de la visite terrain, il a été constaté ponctuellement, et ce dans les 3 cellules de l'entrepôt, des stockages en masse de palettes dans la continuité directe des racks, ainsi que contre les murs. Ces stockages, notamment ceux situés contre le mur à l'opposé de la façade quai, sont interdits sauf à revoir les études thermiques inhérentes aux stockages des matières combustibles. De plus, il a également été relevé la présence d'un stockage par rayonnage industriel, dénommée "Dégustation", dans la cellule n°2, sur une zone d'environ de 10 m<sup>2</sup>.

L'ensemble des stockages susmentionnés était situé à moins de 10 cm du sol.

Par ailleurs, dans la cellule n°3, il a été relevé des stockages de bouteilles de vin "tiré-bouché" dans des containers grillagés, placés en continuité directe de certaines rangées de racks vides. Ces containers permettent un stockage à +10 cm du sol. L'exploitant a indiqué réaliser ce type de stockage de façon provisoire, uniquement devant des racks dépourvus de marchandises et dans ses allées suffisamment larges pour permettre un maintien de la circulation. Le jour de l'inspection, le stockage de tire-bouché était manifestement inférieur à celui initialement prévu dans les racks dans le porter à connaissance. Aussi, sur ce point, le stockage observé n'était pas de nature à remettre en cause la modélisation Flumilog des flux thermiques transmise dans le dossier initial. Pour autant, il est rappelé à l'exploitant que les stockages effectués dans ce bâtiment (M13) doivent exclusivement être réalisés en racks.

Pour finir, concernant les modalités de stockage par cellule, il a été constaté le nombre de racks suivant :

- Cellule 1 :

1 racks simples (2 prévus dans l'AP)

8 racks doubles

- Cellule 2 :

2 racks simples

8 racks doubles

- Cellule 3 :

1 racks simples (2 prévus dans l'AP)

9 racks doubles (8 prévus dans l'AP)

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les modalités de stockage en racks ont légèrement évolué par rapport à la situation autorisée en 2022. Ces modifications ont été intégrées dans son dossier de porter à connaissance (PAC) transmis au mois d'août 2024. Ce PAC est en cours d'instruction par le service de l'inspection.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant respecte l'interdiction des stockages en masse dans le bâtiment M13 (sauf dans les zones de préparation), sauf à revoir les études thermiques inhérentes à toutes évolutions des modalités de stockage des matières combustibles de l'entrepôt. Le cas échéant, la mise à jour les évaluations D9 (ressource en eau pour la défense incendie) et D9A (capacité de confinement des eaux d'extinction d'incendie) sera nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : Local de charge de batteries

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]- le mur séparant les cellules des locaux techniques (chaufferie, transformateur, locaux de charge...) sera en béton cellulaire coupe-feu de résistance au feu 2 heures (REI 120).[...]
<b>Constats :</b>  Le bâtiment M13 a pour vocation le stockage de matières combustibles et est composé de 3 cellules de stockage. Chaque cellule de stockage dispose d'un local de charge des batteries des chariots élévateurs. Il a été relevé que ces 3 locaux de charge sont exclusivement réservés à cet effet et sont séparés des cellules de stockage par des parois et portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré REI 120. L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions techniques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [ ...]- les portes séparant les cellules de stockage entre elles devront être EI 120. [ ...] - des bandes incombustibles de protection A2s1d1 ou comportant en surface une feuille métallique A2s1d1 seront mises en place de part et d'autre du dépassement du mur coupe-feu séparatif, sur 5 m de largeur. Ce revêtement permet de limiter les risques de propagation des flammes par la toiture. [ ...]
<b>Constats :</b>  Il a été relevé au droit de chacune des portes coulissantes l'indication EI 120. Toutefois, il a aussi été constaté que ces portes laissent apparaître un jour d'environ 5 cm au niveau du sol (cet espace au sol a pour but laisser passer les eaux d'extinction incendie, le cas échéant, d'une cellule

à l'autre, et, ceci, afin d'assurer la rétention comme prévue sur la dalle béton des 3 cellules de stockage). Aussi, l'inspection s'est interrogée sur la conservation du caractère EI 120 des dites portes dans ces conditions (le jour de l'inspection, la caractéristique EI 120 des portes avec la présence d'un joint d'environ 5 cm n'a pas pu être pleinement vérifiée).

Par ailleurs, il a été observé que la surface totale de la toiture du bâtiment est équipée de bandes incombustibles de protection. Lors de la visite des installations, il n'a pas été relevé de marque sur les bandes qui pourrait remettre en cause leur degré de résistance au feu.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant de la conformité du montage des portes coulissantes (incluant le joint au niveau du sol) et, que dans cette configuration, elles conservent leur caractère EI 120.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Défense extérieure contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Besoin en eau pour la défense incendie du bâtiment M13

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé sont complétées par les dispositions ci après :

Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir du bâtiment M13 doivent être au minima de 360 m<sup>3</sup>/h pendant une durée minimale de deux heures.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances.

Pour assurer la défense incendie du bâtiment M13, l'exploitant dispose d'un réseau de 6 poteaux incendie (de diamètre DN 150 mm) dont deux sont installés au niveau de la voie engins dans le périmètre de l'établissement. L'ensemble des poteaux incendie, valorisés dans la défense incendie du bâtiment M13, doit être situé au plus à 100 m des installations à protéger et chaque poteau n'est pas distant de plus de 150 mètres d'un autre.

En cas de débit simultané délivré par l'ensemble des poteaux supérieur aux 360 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures par les moyens valorisés par l'exploitant pour sa DCI, L'exploitant met en place les moyens complémentaires pour disposer d'une ressource en eau suffisante.

L'exploitant réalise :

- tous les ans, des mesures de débits individuels du réseau de poteaux incendie (chaque poteau doit délivrer au minima 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar).

- tous les trois ans des mesures de débits simultanés du réseau de poteaux incendie valorisés pour répondre au besoin en eau supérieur (de façon unitaire, chaque poteau doit délivrer au minima 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar).



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il dispose de 8 poteaux incendie (PI) sur le périmètre ICPE du site. Deux nouveaux PI ont été installés au niveau de la voie engins dans le périmètre du bâtiment M13. Il a présenté le procès verbal d'essai pression des 2 nouveaux PI, réalisé le 04/06/2024, par la société Réseau Haute Gironde (RHG), certifiant l'achèvement des travaux et leur conformité (essai réalisé par RHG : 10 bars pendant 1 heure). Cependant, l'exploitant n'a pas pu justifier du débit et pression en fonctionnement individuel de ces 2 poteaux, ni d'un test en simultané des PI pour s'assurer de la disponibilité du débit minimum requis de 360 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. Aussi, l'exploitant a déclaré prévoir la réalisation d'essais individuels sur l'ensemble des PI du site, ainsi qu'un essai simultané sur les PI.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réalise, dans les meilleurs délais, les essais réglementaires des poteaux incendie. Il transmet, avant la fin du mois de janvier 2025, à l'inspection des ICPE, les résultats des essais individuels et du test en simultané sur les PI afin de justifier de la disponibilité du débit minimum requis (360 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures).</p> <p>Il est rappelé qu'en cas de débit simultané délivré par l'ensemble des poteaux suscités inférieur aux 360 m<sup>3</sup>/h, pendant deux heures, l'exploitant doit mettre en place les moyens complémentaires pour disposer d'une ressource en eau suffisante.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de détection et de protection contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus... :  [ ...] - une installation d'extinction automatique couvrant l'ensemble des cellules du bâtiment M13 et des locaux techniques (local source, trois locaux de charge des accumulateurs, local TGBT, chaufferie...). Cette installation de sprinklage est associée à 1 cuve aérienne de 560 m<sup>3</sup> et à deux groupes motopompes diesels débitant chacun a minima 500 m<sup>3</sup>/h ; ces motopompes sont à démarrage automatique. Les pomperies alimentant les réseaux de sprinklage sont secourues de manière à assurer la continuité d'énergie en cas de pertes d'utilités. [ ...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite terrain, il a été relevé que l'installation de sprinklage était associée à une cuve aérienne de 518 m<sup>3</sup> et à un groupe motopompe diesel débitant 516 m<sup>3</sup>/h.  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les surfaces construites ont légèrement évoluées par rapport à la situation autorisée en 2022. Aussi, le dimensionnement D9 pour le bâtiment M13 a été mis à jour avec les surfaces définitives. Le nouveau document D9 précise notamment</p>

<p>l'actualisation du dimensionnement de la cuve "sprinkler" suivante : 518 m<sup>3</sup> (à la place de 560 m<sup>3</sup> prévu initialement). Il est à noter que ces éléments ont été transmis à l'inspection des ICPE dans le courant du second semestre 2024, sous la forme d'un porter à connaissance.</p> <p>Concernant les motopompes, l'annexe 15 (ref: DOC 2-05C G V2), fournie dans le dossier de porter à connaissance du mois de juin 2022 (version n°2), précise, notamment, que les installations comprennent un seul groupe motopompe diesel type GIS/APSAD de 516 m<sup>3</sup> à 90mce avec son équipement complet.</p> <p>Les points suscités sont en cours d'instruction dans le cadre du dossier de PAC 2024. L'APC de 2022 fera l'objet d'une mise à jour sur ces points le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de détection et de protection contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus... : [ ...] De plus, la DAI est généralisée et raccordée à la télésurveillance mise en place au sein de l'entrepôt ; en effet en dehors des heures ouvrées, la surveillance de l'entrepôt est réalisée par une société extérieure de télésurveillance par télétransmission des alarmes. [ ...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que les bureaux et locaux techniques sont équipés de DAI. Les cellules de stockage sont, quant à elles, équipées par une alarme asservie au réseau de sprinklage.</p> <p>Il a été noté que la société de télésurveillance dispose de l'ensemble des renvois d'alarme (Alarmes techniques et du réseau d'extinction automatique). Il a aussi été précisé par l'exploitant que l'établissement est gardienné par télésurveillance 24h/24 et 7j/7.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le procès verbal (PV) des essais contradictoires de réception des alarmes sprinkler réalisés le 26/09/2024 (réf. 0920-T-01-M3 Blanquefort). Le document conclut au bon fonctionnement de l'asservissement des roof-tops et ouverture vanne martellière dans le cadre de déclenchement des alarmes feu sprinkler sur les postes 1,2 et 3. Toutefois, sur le poste SPK général, le PV stipule que lors d'un déclenchement "feu SPK général", le libellé de l'alarme reçu au SSI est "défaut" sur la centrale SSI.</p> <p>Le PV met donc en lumière la nécessité de faire réaliser rapidement une mise à jour de programmation et réaliser un essai. Sur ce point, l'exploitant a déclaré avoir prévu la réalisation d'une intervention par un organisme compétant dans les meilleurs délais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions des zones A et B</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus... :</p>

[...] La rétention des eaux incendie est divisée en 3 zones :

- Zone A (ex zone 1 + zone 2) : Regroupement des anciennes zone 1 (Sud-ouest intégrant les surfaces occupées par les bâtiments M8, 9 et 10) et zone 2 (Sud-Est) du site intégrant les surfaces occupées par les bâtiments M5, 6, 7 et 12) en reliant les bassins de confinement entre eux au moyen d'une canalisation de diamètre 500 mm ; la capacité de rétention étanche disponible est de 2093 m<sup>3</sup> a minima ;
- Zone B (ex zone 3 - centre et Nord-Est du site intégrant les surfaces occupées par les bâtiments M1, 2, 3 et 4): Capacité de rétention étanche de 965 m<sup>3</sup> dans le bassin en partie Est ;
- Zone C : Capacité de rétention propre au bâtiment M13 (cf. infra). [...]

#### Constats :

L'exploitant dispose en zone A de deux bassins de confinement reliés entre eux, totalisant une capacité de rétention de 2093 m<sup>3</sup>, et un autre en zone B d'une capacité de 965 m<sup>3</sup>. Ces éléments ont été justifiés dans le dossier de porter à connaissance de juin 2022.

Lors de la visite terrain, il a été constaté que les trois bassins précités disposaient chacun d'une vanne guillotine dont la fermeture électrique permet la mise en charge de la rétention des eaux incendie notamment. Ces dispositifs sont accessibles, signalées et sont également commandable manuellement à l'aide d'un volant de manœuvre.

En outre, il a été constaté la présence d'eau et un fort développement de végétation (dont des roseaux) dans le fond des 3 bassins. Dans cette situation, l'inspection s'interroge sur le caractère intègre des bâches et sur le respect de la capacité de rétention requise pour chacun de ces bassins.

La capacité de rétention propre au bâtiment M13 (zone C) fait l'objet de la fiche de constats suivante.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une organisation pour s'assurer de l'entretien régulier des bassins de confinement afin de garantir leur capacité de confinement. Il s'assurera que le volume de rétention nécessaire pour les eaux d'extinction en cas d'incendie est disponible en permanence. L'imperméabilité du bassin doit être justifiée auprès de l'inspection (photos...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

#### N° 9 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention zone C (bâtiment M13)

#### Prescription contrôlée :

La rétention des eaux incendie de la zone C

[...] Pour le scénario majorant lié à l'incendie du bâtiment M13, la capacité D9A minimale à garantir doit être de 2156 m<sup>3</sup>. L'ensemble des volumes confinés doit être effectué sur des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

Pour le bâtiment M13, le confinement des eaux d'extinction d'incendie est assuré par un confinement interne à l'entrepôt (sur une superficie de l'ordre de 15797 m<sup>2</sup> pour une hauteur de 10 cm ce qui revient à un volume de 1579,7 m<sup>3</sup> ; l'exploitant met en place les dispositions physiques idoines [murets périphériques...] pour garantir la possibilité de confiner des eaux d'extinction sur une hauteur minimale de 10 cm en cellule). L'exploitant met en place un système permettant qu'une fois la capacité de confinement interne atteinte (sur une lame d'eau de 10 cm), le transfert des eaux d'extinction puisse se faire (via un regard de collecte et un réseau de tuyauteries) vers le bassin d'orage, muni d'un revêtement étanche de 1250 m<sup>3</sup>, situé au niveau du bâtiment M13. [...]

#### Constats :

Comme vu précédemment (fiche de constats n°6), dans le cadre de la construction du bâtiment M13, les surfaces construites ont légèrement évolué par rapport à la situation autorisée en 2022. Aussi, le volume des eaux d'extinction attendu en cas d'incendie a été actualisé en conséquence (méthode D9A). Selon ce calcul, le volume total de liquide à mettre en rétention serait à présent de 2 125 m<sup>3</sup>. Pour rappel, le volume à retenir était initialement de 2 156 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a précisé disposer d'un volume de rétention réel sur site de 3 057 m<sup>3</sup> (1 580 m<sup>3</sup> retenues sur le dallage béton des cellules de stockage + 1 477 m<sup>3</sup> dans le bassin étanche) ; ce volume de rétention serait largement supérieur aux besoins (2 125 m<sup>3</sup>).

Les points ci-dessus sont instruits dans le cadre du dossier de PAC 2024.

Lors de la visite terrain, l'inspection n'a pas relevé d'anomalie concernant le revêtement étanche du bassin d'orage qui pourrait remettre en cause l'étanchéité de ce dernier. En revanche, il a été relevé la présence de feuillage à l'entrée de la canalisation permettant l'écoulement des eaux pluviales non-polluées vers le point de rejet (en amont de la vanne guillotine), ce qui gênait l'évacuation des dites eaux pluviales. Il est rappelé à l'exploitant la nécessité d'entretenir régulièrement le bassin, et notamment ce point de rejet, afin de garantir la capacité de confinement.

Par ailleurs, il a été relevé que le bassin dispose d'une vanne de barrage, électrique et manuelle, en aval. Il a été constaté que cette vanne était accessible et correctement signalée. L'inspection a souhaité procéder à un essai de fermeture manuelle de ladite vanne ; ce dernier s'est avéré concluant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Aires de stationnement des engins

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Voies échelles

**Prescription contrôlée :**

[...] Au moins deux façades sont desservies par des aires de mise en station de moyens aériens compte tenu d'une longueur des murs coupe-feu reliant ces façades qui est supérieure à 50 mètres.

Ces aires de mise en station sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 3 kW/m<sup>2</sup> (effets irréversibles). Ces aires de mise en station sont matérialisées au sol. [...]

#### Constats :

Dans le cadre de l'instruction du dossier de PAC 2022, l'inspection avait consulté le SDIS33 pour avis. Dans son avis du 3 octobre 2022, le SDIS33 avait analysé, entre autres, que des prolongements de mur REI 120 au droit des 2 aires de mises en station des échelles aériennes en façade Est permettraient aux intervenants sapeurs pompiers de bénéficier de conditions de sécurité satisfaisantes.

Aussi, par courriel du 12 octobre 2022, l'exploitant avait confirmé avoir pris en compte cette remarque.

Il est à noter que l'article 3.9 de l'APC du 5 août 2022 prévoit par ailleurs que l'exploitant mette en œuvre les recommandations du SDIS formulées dans son avis du 3 octobre 2022. Lors de l'inspection et à notre demande, l'exploitant a confirmé avoir prolongé les murs REI 120 conformément aux recommandations du SDIS33. Il a aussi précisé que les portes sectionnelles n'étaient quant à elles pas coupe-feu.

Lors de la visite terrain, il a été relevé la matérialisation au sol de 4 aires échelles aériennes desservant deux façades du bâtiment :

- 2 aires échelles à l'Ouest au droit des murs REI 120 ;
- 2 aires échelles à l'Est au droit des murs REI 120.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie à l'inspection qu'il a mis en œuvre l'ensemble des préconisations du SDIS33 concernant notamment la remarque n°2 "les voies échelles".

En outre, il transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les aires de mise en station, et notamment celles qui se trouvent du côté Est du bâtiment, sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieures à 3 kW/m<sup>2</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 11 : Accès aux issues et quais de déchargement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/08/2022, article 3.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès à l'entrepôt pour le passage des dévidoirs

**Prescription contrôlée :**

<p>Les cellules seront équipées d'accès plain-pied présentant une pente inférieure à 10% et permettant le passage des dévidoirs (issues de secours avec portes d'une largeur minimale de 1,80 m).</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a pas été relevé de non-conformité sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Stockages

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2022, article 4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction de stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les produits dangereux (classables au titre des rubriques 4330, 4331, 4320, 4510, 4511...) et les alcools de bouche (4755) ne sont pas autorisés au sein des cellules du bâtiment M13. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les cellules du bâtiment M13 sont exclusivement dédiées pour le stockage de vin.</p> <p>Lors de la visite terrain, il n'a pas été constaté la présence de produits dangereux, ni d'alcool de bouche dans ces cellules.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Dispositions constructives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection des ICPE a souhaité visualiser les activités réalisées dans le bâtiment M1, bâtiment abritant une activité de blanchisserie précédemment. Il est à noter que, suite à la cessation d'activité de la blanchisserie, ce bâtiment retrouve son usage initialement autorisé, conformément à l'arrêté préfectoral du 14 juin 2019.</p>

Il a été constaté des stockages en masse à l'intérieur du bâtiment. Or, initialement les stockages dans ce bâtiment étaient prévus sur racks doubles et simples dans 2 cellules (7 racks doubles et 2 simples par cellule). Selon l'exploitant, les modélisations des flux thermiques réalisées dans le cadre du dossier autorisation initial seraient majorantes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant intègre cette modification des conditions de stockages à l'intérieur du bâtiment M1 à son dossier de porter à connaissance, en cours d'instruction, avec la mise à jour l'étude des flux thermiques le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 14 : Conformité de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Paroi au moins REI 120

**Prescription contrôlée :**

[...] les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5<sup>e</sup> catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120.[...]

**Constats :**

Lors de la visite à l'intérieur du bâtiment M1, il a été relevé une fissure sur le mur REI 120 séparant les bureaux. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une fissure superficielle, relevée dans le cadre du bail de location du bâtiment, et surveillée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assure que la fissure constatée est bien superficielle et qu'elle n'a aucun impact sur les caractéristiques REI 120 du mur. A défaut, il met en place les actions correctrices indispensables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Extincteurs

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a contrôlé de manière aléatoire les dates sur deux extincteurs à l'intérieur de l'entrepôt M1. Aucune remarque sur ce point n'est à relever.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite